Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 30 n° 33 Edmonton, semaine du 13 au 19 septembre 1996 16 pages 60c

Inauguration du site à Edmonton

Internet donne accès à la colline parlementaire

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Vendredi le 6 septembre dernier, les élèves de l'école J.H. Picard ont eu la visite de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Diane Marleau. Loin de trouver l'entretien ennuyeux, les élèves ont plutôt été impressionnés par la ministre.**

Il faut dire que Mme Marleau était là pour inaugurer un site Internet. Et quel jeune de 10, 11 ou 12ième année ne s'intéresse pas à l'Internet? Les jeunes ont donc écouté religieusement de quoi il s'agissait.

Ce nouveau site Internet permettra donc d'obtenir des renseignements en temps réel au sujet des travaux de restauration effectués sur la colline du parlement et sera accessible à partir de la page d'accueil de la Ministre. Les gens pourront suivre l'évolution des travaux à partir de nombreuses photos qui sont renouvelées régulièrement. entre autre, une caméra vidéo installée sur un édifice en face de la colline parlementaire fournira aux utilisateurs d'Internet des images des activités de la colline qui seront mises à jour à chaque cinq minutes.



Photo: Patricia Hélie

La ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Diane Marleau, a pris le temps de naviguer sur Internet avec les élèves de l'école J.H. Picard.

«C'est un plaisir pour moi d'être ici aujourd'hui, a commencé Mme Marleau. Ça ne m'arrive pas souvent de m'adresser à ceux qui se préparent à prendre ma place.» La dans les deux langues officielles.

«Cette nouvelle page Web permettra aux Canadiens ainsi qu'aux utilisateurs d'Internet d'acquérir des connaissances relatives aux édifices parlementaires, a expliqué Mme Marleau aux jeunes. Le site est un nouveau moyen de partager les uns des autres.»

Après son allocution, la Ministre a pris le temps de naviguer sur le nouveau réseau avec quelques élèves.

Chari Piaumier, étudiante en onzième année, a beaucoup apprécié que la ministre Marleau j'aime beaucoup les photos, c'est très visuel. Les élèves ont été impressionnés par la Ministre et ont très apprécié la visite puisque nous sommes tous intéressés par l'Internet.»

Madame Marleau a aussi profité de son séjour à Edmonton pour rencontrer les membres de

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

10015349 XX119 (J) 18L 6
MICROFILM INC. SOCIETE CANADIE
464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL PQ H2Y 2S1

énergétique de leurs immeubles en adoptant les pratiques préconisées par l'Initiative des bâtiments fédéraux.

La ministre Marleau a prôné l'adoption des pratiques de l'IBF alors qu'elle participait à une table ronde à la conférence et à la foire commerciale organisée par la BOMA. La discussion a porté sur la création de partenariats entre les secteurs public et privé et les avantages de l'IBF: création d'emplois, intensification des investissements dans le secteur des services énergétiques, réduction de la pollution, baisse de la facture annuelle d'énergie.

Mondial de l'entreprenariat jeunesse francophone:

Les jeunes découvrent de nouveaux marchés

Ottawa (APF) — **Plus de 500 personnes, dont 250 jeunes francophones âgés de 18 à 30 ans en provenance d'Amérique, d'Europe, d'Asie et d'Afrique, participeront au Mondial de l'entreprenariat jeunesse, qui aura lieu à Ottawa du 19 au 22 septembre.**

Organisé par Direction-Jeunesse, qui est l'organisme porte-parole des jeunes de l'Ontario français, cette première rencontre internationale de jeunes gens d'affaires francophones a pour but d'encourager les jeunes franco-ontariens à se lancer en affaires et de «mettre l'Ontario français sur la carte de la francophonie mondiale».

Une centaine de jeunes ontariens sont inscrits au Mondial. On attend aussi des jeunes du Québec, de l'Alberta, du Manitoba, de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et du Labrador et du Yukon. Toutefois, aucun jeune francophone de la Colombie-Britannique, de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ile-du-Prince-Edouard et des Territoires du Nord-Ouest ne participera au Mondial. Direction-Jeunesse n'a trouvé dans ces provinces et territoire aucun partenaire public ou privé intéressé à financer une partie du voyage d'une délégation francophone.

Chaque participant devra payer des frais d'inscription de 250$, de même qu'une partie de ses frais de transport, d'hébergement et de nourriture.

Les organisateurs ont eu plus de succès avec le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, Haïti, le Liban, le Mali, le Maroc, le Niger, le Sénégal, le Vietnam et le Togo, qui enverront deux participants au Mondial de l'entreprenariat. La Roumanie débarquera à Ottawa avec une impressionnante délégation de 42 personnes! Surprise: on attend aussi deux jeunes entrepreneurs de la Russie et de la Suède? Il y aura également des Belges, des Français, des Américains, et des Suisses. Total: 22 pays, sept provinces et un territoire. Certains des participants sont des entrepreneurs, alors que d'autres songent à le devenir dans un avenir rapproché.

Il a fallu une année de travail, ponctuée d'une tournée en Europe, pour convaincre les gens d'affaires, les gouvernements et les entreprises de participer à ce projet. Encore aujourd'hui, souligne le vice-président de Direction-Jeunesse Paul Ward, certains partenaires sont sceptiques quant à la réussite de cette rencontre d'affaires internationale.

Le programme prévoit des ateliers de travail, des tables rondes et des colloques. On traitera, entre autres, de tous les aspects de la gestion, de la nouvelle économie mondiale et des relations entre les pays du Nord et du Sud, des télécommunications et de l'information ainsi que de la façon de se lancer en affaires. Le président de la firme Léger et Léger, Jean Marc Léger, et le vice-président de la planification et du développement au Cirque du Soleil, Gaétan Morency, seront au nombre des conférenciers.

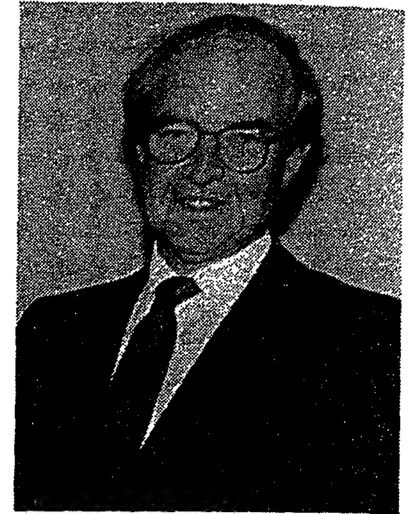
On estime que le chiffre d'affaires des jeunes entrepreneurs qui participeront au Mondial augmentera par la suite de 3 à 5 pour cent.

Marie-Claire Brousseau gagne un prix Prix en alphabétisation



Marie-Claire Brousseau, du Centre éducatif communautaire de l'Alberta (CECA), a reçu un prix *Envol vers la liberté*, prix en alphabétisation remis par la Société canadienne des postes le 8 septembre dernier, au Québec. Mme Brousseau a mérité le prix en accomplissement personnel parce qu'elle était analphabète et a maintenant appris à lire et à écrire. C'est le CECA du Nord-Est qui avait posé sa candidature. La remise des prix concordait avec la journée internationale de l'alphabétisation.

La Faculté Saint-Jean atteint ses objectifs



Frank McMahon

EDMONTON — **En date du 9 septembre, au moment où Le Franco se prépare à aller sous presse, Frank MacMahon, vice-doyen au développement de la Faculté Saint-Jean, se dit heureux du nombre de nouvelles inscriptions à la Faculté.**

Après le 7 septembre, soit la fin officielle des nouvelles inscriptions, celles-ci indiquaient une hausse de 22% par rapport à l'année précédente. Depuis cette date, quelques nouvelles inscriptions se sont ajoutées à la liste. Après avoir connu des baisses substantielles des nouvelles inscriptions entre 1993 et 1995, la Faculté Saint-Jean connaît donc cette année un renversement de la situation. Il est encore trop tôt pour donner des chiffres définitifs puisque les étudiants ont jusqu'au 11 septembre pour finaliser leur inscription. Toutefois, toutes les indications confirment que les objectifs de recrutement ont été atteints et même dépassés.

De plus, M. MacMahon note que, dans l'ensemble, les nouveaux étudiants et nouvelles étudiantes se présentent avec un excellent dossier scolaire. Plus de 25% des étudiants et étudiantes ont reçu des bourses d'excellence qui exigent une moyenne de 75% et plus.

Un travail intensif de relations publiques et de recrutement sera toutefois maintenu au cours de l'année. Cette campagne vise à souligner les avantages d'étudier à la Faculté Saint-Jean. Selon M. MacMahon, beaucoup de jeunes ne sont pas au courant des nombreuses bourses disponibles pour les aider à financer leurs études.

Il faut également bien faire connaître à quel point des compétences linguistiques dans les deux langues facilitent l'obtention d'un emploi. Les étudiants en science et en lettres obtiennent très souvent des places en médecine, en physiothérapie et dans des programmes de maîtrise. En éducation, les finissants de Saint-Jean se placent rapidement dans la profession.

ALBUM SOUVENIR



Archives provinciales de l'Alberta, photo B 5867

Équipe de joueuses de ballon-panier à Edmonton au tournant du siècle

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales

OPINION

La messe du dimanche, ça peut continuer?

TOM BILODEAU

COLLABORATION SPÉCIALE — **Le Père Marie-Antoine Bugeaud est décédé. On a souligné les traits de sa personnalité et de ses nombreuses activités ministérielles. Pour notre propos, il ne s'agit pas de sa personne. Mais son départ subit accentue une situation précaire.**

Les paroisses francophones de la région d'Edmonton, à savoir les quatre paroisses de la capitale ainsi que les paroisses de Beaumont et de Saint-Albert, ont perdu un prêtre. On compte sur les doigts de la main les prêtres de cette région susceptibles d'assumer la fonction de pasteur dans ces paroisses. Le départ de Marie-Antoine incite donc la francophonie catholique de l'Archidiocèse d'Edmonton à chercher des solutions à un problème à plusieurs dimensions: spirituel sans doute, mais encore social et culturel.

L'âme qui donne vie à la paroisse catholique, c'est l'Eucharistie. La Messe. L'Eucharistie, c'est le Christ Jésus: mort, toujours vivant, qui reviendra. C'est le Mystère pascal. On est loin d'avoir épuisé ce que comporte ce Mystère, et pour l'intelligence de notre foi, et pour l'épanouissement de notre vie. L'unité, la paix, la joie, l'entraide, la compassion, la liberté, la compréhension, en somme, tout ce qui enrichit la vie en lui donnant un sens, une densité émotive, un réseau de relations interpersonnelles, une audace constructive, jamais exclusive, PEUT et DOIT, pour un catholique, se trouver dans la communauté eucharistique.

Se rassembler pour entendre la Parole de Dieu, c'est très bien, mais ce n'est pas rendre présent tout le Grand Mystère. Prélever des dons pour des oeuvres charitables, c'est certes très chrétien, mais ce n'est pas l'actualisation de la Nouvelle Alliance. Partager en groupe ses pensées et ses sentiments, rien de tel pour nouer des liens, mais ce n'est pas s'unir à la divinité de celui qui a pris notre humanité. Ce ne sont là que quelques exemples de rassemblements ordonnés à donner la vie, par conséquent particulièrement valables, mais qui n'actualisent pas pour un catholique la Mort et la résurrection de l'Homme, Messie et Dieu. Tout rassemblement fait au nom de Jésus n'est pas nécessairement LE Mémorial chrétien, même si Jésus a fait la promesse d'être là parmi les participants.

Si grande que soit la messe, on l'a peut-être banalisée en la multipliant indûment. Jubilés, anniversaires, mariages, funérailles doivent être, selon certaines coutumes, rehaussés par la messe. Nous avons tous intérêt de continuer à prier pour les vocations sacerdotales et nous efforcer de les susciter en toutes circonstances. Mais la pénurie de prêtres à l'heure actuelle nous invite à la réflexion et à un emploi peut-être plus judicieux des célébrations eucharistiques. Un exemple d'un rassemblement chrétien très réussi, sans être une messe, a été la célébration à Saint-Thomas-d'Aquin le 28 août. La Commission scolaire du Centre-Nord, son personnel, tant administratif qu'enseignant, a su célébrer une rentrée chrétienne fort signifiante, pleine de promesses pour l'année qui commence.

Si le nombre de prêtres ne suffit plus a assurer une Célébration eucharistique dans chaque paroisse francophone ou bilingue, que doit-on faire? Quels scénarios peut-on envisager? Quels principes évoqués lors d'un discernement à ce sujet? Doit-on procéder partout de façon identique? A savoir uniformiser? N'est-ce pas la responsabilité de chaque membre des paroisses concernées par cette question cruciale de s'y arrêter un peu?

Voici deux scénarios possibles: "la messe d'la soeur" et "la messe prise de peur".. Un mot d'explication. Dans plusieurs diocèses, le manque de prêtre a favorisé l'apparition d'un service de la Parole accompagné de la communion. Ces rassemblements sont généralement très bien menés, la participation ardente, les effets spirituels abondants. Très souvent, une religieuse anime ces rencontres. Certains, distinguant mal ces rassemblements d'une véritable messe, les appellent "messe d'la soeur". La "messe prise de peur" est celle qui est célébrée trop rapidement. Si un prêtre doit courir d'une église à l'autre le dimanche dans le but d'assurer coûte que coûte une messe à diverses paroisses, il risque de faire vite. Non seulement de rouler à toute allure dans sa voiture, mais encore dans sa lecture. De donner des poignées de main distraites, des bonjours indifférents. Président énervé. Liturgie échevelée. "Messe prise de peur".

"Messe d'la soeur", "Messe prise de peur". Les scénarios peuvent se multiplier indéfiniment. Faut-il vraiment choisir? Et si nous faisions de tous nos rassemblements des rencontres AVEC Jésus-Christ? Des moments précieux, où le Ressuscité est l'hôte qui invite et qui accueille, qui nourrit et qui bénit. Et nous, ses soeurs et ses frères, heureux de nous retrouver entre nous et heureux de nous retrouver en lui. Quand nous pouvons célébrer vraiment l'eucharistie, faisons-le. Si ce n'est pas possible, offrons-nous des rassemblements dominicaux en attente de l'Eucharistie. Ces rassemblements peuvent nous aider à découvrir et à approfondir les richesses du Grand Mémorial chrétien.

Dernière heure

Suzanne Sawyer veut être nommée candidate conservatrice

CALGARY — Suzanne Sawyer, francophone bien connue de Calgary, annonce qu'elle tentera d'être choisie candidate conservatrice pour la circonscription fédérale de Calgary Nord-Ouest.

Préoccupée par le dossier de l'unité canadienne, Mme Sawyer a été active dans plusieurs initiatives de promotion de l'unité canadienne depuis plus d'un an. Elle a reçu en 1994 le prix du Gouverneur général pour sa contribution au travail bénévole. Depuis 1994, Mmme Sawyer siège au Conseil de coordination Centre-Sud.

On aura enfin une antenne!



BONNYVILLE — Le ministère du Patrimoine canadien a accepté un projet du 40 000$ visant à améliorer la réception de la station de radio CHFA dans la région de Bonnyville, jusqu'à Cold Lake. Une première tranche de 20 000$ a déjà été versée; il ne reste plus qu'à mettre en oeuvre un plan d'action avec la Société Radio-Canada. Un dossier que *Le Franco* suivra dans les prochaines semaines.

Campagne sur l'affichage en français à Ottawa

C'est un succès

Ottawa (APF) — **Un peu plus de deux semaines après avoir accusé douze grandes entreprises de ne pas respecter les consommateurs francophones en n'affichant pas en français à l'intérieur des commerces de la capitale du pays, la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) crie victoire.**

Canadian Tire, Zellers, Tip Top, Holt Renfrew, Rogers Video, les bijouteries People et la Banque Toronto Dominion ont indiqué qu'elles afficheront en français dans leurs succursales de la capitale nationale.

Blockbuster Video, Radio Shack, Black's Photography, Pharma Plus et la ScotiaBank ont demandé du temps pour étudier le dossier. Aucune de ces entreprises n'a formellement rejeté l'idée d'afficher en français.

Satisfaite de la tournure des événements, la FCFA ne lancera aucun appel au boycottage de ces commerces. Elle invite plutôt les consommateurs francophones insatisfaits à utiliser leur pouvoir économique, c'est-à-dire à magasiner ailleurs. Mais les porte-parole de la FCFA ont bien pris soin de ne jamais prononcer le mot boycottage, «un terme négatif» selon son président, préférant mettre l'emphase sur le choix personnel du consommateur, ce qu'on associe à «une approche positive».

La Fédération a quand même organisé une «Marche pour le respect» sur une importante rue commerciale du centre-ville d'Ottawa: «Une marche, pas une manifestation» a-t-on tenu à préciser.

Le président de la FCFA, Jacques Michaud, affirme que la campagne s'avère un succès en ce qui a trait à l'appui des médias, des politiciens et des citoyens anglophones et francophones. Une pétition a permis de recueillir 400 signatures de francophones et d'anglophones favorables à l'affichage bilingue.

ÉDITORIAL

Prendre ses responsabilités

Près de trois ans après le scandale du sang contaminé, les ministres de la santé des provinces et du fédéral se rencontraient à Toronto le 10 et 11 septembre dernire afin de se pencher sur l'avenir de l'industrie du sang au Canada. À l'ordre du jour: un projet d'organisme public qui reprendrait les mandats de la Croix-Rouge.

Plusieurs facteurs motivent cette initiative.

Bien que les poursuites judiciaire, intentées contre la Croix-Rouge par les quelque mille victimes de transfusions sanguines contaminées par le HIV soient loin d'être réglées, on peut estimer que les coûts définitifs oscilleront autour de 100 millions de dollars. Mais ce qu'on ignore encore, c'est la nature des sommes qui devront être versées aux quelque douze mille victimes de transfusions contaminées par le virus de l'hépatite C. Cette maladie, souvent mortelle, est caractérisée par une période d'incubation qui peut durer jusqu'à 40 ans. Et le nombre de personnes infectées est dix fois supérieur à celui des victimes de transfusions contaminées par le SIDA.

Selon une correspondance entre des hauts dirigeants de la Croix-Rouge et des fonctionnaires fédéraux, on estime à plus de 230 millions de dollars les réparations exigées par ces victimes.

Pour couronner le tout, la Croix-Rouge se butte à un refus de la part des institutions financières de prêter à la société les fonds dont elle a besoin pour moderniser ses équipements de dépistage afin de les amener à un niveau de sécurité comparable à celui des Américains.

Et dans tous le dossier, le plus déplorable, c'est l'absence de la plus élémentaire capacité à prendre ses responsabilités de la part de tous les intervenants impliqués dans le scandale. La plupart des ministères provinciaux de la santé, plusieurs agences fédérales ainsi que la Croix-Rouge ont tenté par voie légale d'empêcher le juge Horace Krever, qui mène l'enquête, d'assigner le blâme à des personnes bien précises. On s'en lave les mains. On se lance la patate chaude en espérant qu'à la longue elle refroidisse.

Dans le processus, on se moque des victimes, du citoyen et du système judiciaire canadien.

Mais la population n'est pas dupe. Selon un sondage commandé par l'Association canadienne d'hémophilie et effectué en juin et juillet dernier, plus de la moitié des Canadiens n'ont plus confiance en la Croix-Rouge. Qui plus est, 83% sont en faveur de la pleine divulgation des résultats de l'enquête Krever.

On veut savoir ce qui s'est passé, et qui est responsable, afin d'éviter que des situations tragiques de ce type se reproduisent.

Il est absolument inadmissible que des élus et des gens en position de pouvoir puissent mettre en danger une population innocente et ce, en toute impunité.

Ce n'est pas en se cachant la tête dans le sable qu'on peut prévenir les erreurs futures. Les citoyens canadiens doivent demeurer vigilants et faire tout en leur pouvoir pour s'assurer que les résultats de la commission d'enquête du juge Horace Kremer soient rendus publics dans les plus brefs délais.

François V. Pageau



Courrier des Lecteurs

NDLR: Cette lettre a été envoyée en début de semaine à M. Howard Galganov, leader du mouvement d'opposition aux lois linguistiques du gouvernement du Québec.

Monsieur Howard Galganov

Monsieur,

Je tiens à vous faire part de la profonde désapprobation de notre organisme concernant votre projet de dénonciation des lois loinguistiques à Wall Street le 11 septembre prochain.

Nous sommes d'ardents défenseurs des droits des minorités linguistiques et ce, partout au pays. Il nous apparaît cependant que votre croisade peut avoir des répercussions très graves pour l'unité du pays et pour la paix sociale au Québec.

En brandissant ainsi la menace de compromettre les investissements au Québec, sa cote de crédit et de ce fait sa performance économique, vous minez l'avenir même de ceux que vous prétendez défendre.

Nombreux sont les indépendantistes qui pourraient se réjouir du départ d'un nombre important d'anglophones du Québec. En accroissant le climat d'insécurité, vous n'arriverez qu'à nourrir la peur.

Je vous demande donc de renoncer à votre voyage à New York et de considérer d'autres moyens de pression pour atteindre vos objectifs.

Je vous prie d'accepter, M. Galganov, mes salutations distinguées

John Moreau
Président de l'ACFA provinciale

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

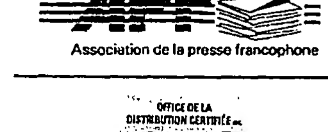


Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRAL WEB Colorpress, à Edmonton.

Représentant national de la publicité OPSCOM Tél.: (613) 241-5700 • 1-800 267 7266

Directeur: François V. Pageau
Adjointe administrative: Micheline Brault
Journaliste: Patricia Hélie
Infographiste: Charles Adam
Correspondant national: Yves Lusignan
Association de la presse francophone







Correspondants régionaux

Calgary:
Jacques Girard et Alain Bertrand

Rivière-la-Paix:
Patrice Savoie (St-Isidore) et Noëlla Fillion (Donnelly)

Centralta:
Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (St-Albert)

Au pré-scolaire

On implante un modèle de francisation



Marcelline Forestier, coordonnatrice provinciale du secteur pré-scolaire Photo: Patricia Hélie



Mariette Rainville, directrice de la FPFA Photo: Patricia Hélie

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Lors de leur arrivée à la maternelle francophone, plusieurs ayant droits parlent peu ou pas du tout le français. Ces enfants ont alors certaines difficultés à suivre ceux qui ont appris le français comme langue maternelle. Pour remédier à la situation, la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA) travaille, depuis quelques années, à l'implantation d'un système de francisation pour les jeunes d'âge pré-scolaire.**

«Souvent, les parents des jeunes vont se sentir menacés par les élèves qui ne parlent pas français. Ils ont peur qu'il en résulte une détérioration du français et une anglicisation de l'école, explique Mme Mariette Rainville, directrice de la FPFA. Pourtant, ces enfants ont le droit à l'éducation francophone et doivent être accueillis à bras ouverts. Il est donc important de conscientiser les parents à l'importance de la francisation au pré-scolaire.»

C'est pourquoi la FPFA innove cette année avec un nouveau modèle de francisation. Testé pendant trois ans comme projet pilote au Manitoba, la trousse "Paul et Suzanne" a déjà fait ses preuves. Les premiers tests ont été fait dans trois classes de pré-maternelle, avec des jeunes qui ne parlaient pas du tout le français. À la fin de l'année, les jeunes ont pu aller directement à l'école francophone, sans passer par les mesures d'accueils habituelles.

L'équipe de formateurs sera composée de Margot Fauchon (CECA en alphabétisation), Hélène Landry (conseillère pédagogique), Lyne Duchêsne (enseignante maternelle), Diane Benoit (éducatrice pré-maternelle) et Marceline Forestier (coordonnatrice provinciale secteur pré-scolaire FPFA). Ce sont ces formatrices qui donneront les sessions de formation aux enseignants, éducateurs et toute personne susceptible d'avoir à utiliser cet outil de travail.

La méthode est simple. Par des histoires, des chants et des jeux, les personnages de Paul et Suzanne entraînent les enfants d'un sujet à l'autre. Des *animaux du zoo* à *la mer* en passant par *noël, les moyens de transport, la ferme* et *les contes de fée*, les mots et les structures de phrases s'accumulent et forment la base du vocabulaire de l'enfant.

Lors d'un ateliers pour démontrer l'efficacité du modèle de francisation, Janine Tougas, une des co-auteures du modèle, est entré dans la salle en s'adressant à son auditoire qu'en allemand. Elle voulait ainsi démontrer aux gens combien il peut être insécurisant de ne pas comprendre ce que le professeur tente de vous dire, surtout quand vous allez à l'école pour la première fois.

Plusieurs autres outils existent déjà pour les parents qui veulent aider leurs enfants dans leur apprentissage. Le Centre de ressources pré-scolaire Guy-Lacombe est du nombre. Le Centre et ses succursales régionales fonctionnent sous forme de prêt, tout comme les bibliothèques. On peut y retrouver des livres, cassettes, vidéos, marionnettes et autres objets éducatifs.

Un autre outil se nomme "J'ai... ans et je parle français". Conçu par le ministère de l'Éducation de l'Ile-du-Prince-Édouard et testé dans les écoles franco-albertaines au cours de la dernière année scolaire, le programme revient cette année avec certaines modifications pour mieux coller à la réalité albertaine. Cette façon de travailler permet à l'enseignant de mesurer les compétences linguistiques de l'enfant et de travailler avec le parent pour que celui-ci puisse travailler ensuite avec son enfant. Le principe est simple et efficace, tout fonctionne avec des dessins et des jeux. "J'ai ... ans et je parle français est disponible au Conseil scolaire, au Conseil de coordination, dans les écoles francophones et dans les Centres de ressources pré-scolaire.

La dernière option est le film "Mon amour, my love", également disponible au Centre de ressources pré-scolaire. Cette vidéocassette révèle les difficultés de couples exogames dans la transmission de la langue et de la culture française à leurs enfants.

<C'est en commençant la francisation à la maison, à l'âge pré-scolaire que nous freinerons l'assimilation ajoute madame Rainville. Il faut arrêter d'avoir peur et de ne pas vouloir en parler, la francisation est une réalité, il y a des outils pour ça et il faut s'en servir. L'apprentissage d'une langue, ça se fait au jour le jour>.

En studio

Paul Lamoureux récidive


Paul Lamoureux
Photo: Patricia Hélie

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Paul Lamoureux a au moins un point en commun avec Crystal Plamondon. Outre le fait qu'ils font tout les deux carrière dans le domaine artistique, tout deux ont trouvé un groupe d'investisseurs pour les aider à financer leur prochain album.**

«Sans les investisseurs, l'album ne serait certainement pas encore en enregistrement», lance Paul Lamoureux.

Le multi-instrumentaliste est effectivement en période d'enregistrement d'un second album en carrière, qui devrait probablement sortir entre la mi-novembre et la mi-décembre. Il proposera aux gens un répertoire d'une dizaine de compositions originales instrumentales dans le style pop-jazz.

«Le deuxième album aura plus d'instruments acoustiques que le premier, explique Paul. Il sera également plus sérieux avec plus d'influences classiques, plus éclectique aussi. Je crois qu'il réflètera plus de maturité dans la production et la co-production».

Habitant maintenant Toronto, le musicien enregistre tout de même son album à Edmonton. «J'avais commencé l'enregistrement ici avec Louis Sedmak, un musicien avec qui j'ai travaillé au Gala de la chanson et divers autres projets. Je tenais à terminer ce projet avec lui.»

L'année qui s'en vient sera donc remplie de nouvelles chose puisque Paul aura maintenant accès à toutes sortes de nouvelles possibilités dans la métropole. Bien sûr il y aura la promotion de l'album à faire, mais il a déjà d'autres projets. «Je vais d'abord organiser un nouvel orchestre pour faire des spectacles. J'ai aussi l'intention de prendre des engagements aux États-Unis et j'aimerais bien pouvoir sortir l'album en Europe et en Orient. J'ai très hâte de faire connaître ma musique au public montréalais et aux Québécois parce que la musique pop-jazz est mieux acceptée là que partout ailleurs au Canada.»

Et s'il habite maintenant Toronto, c'est uniquement une question de carrière. «Il fallait de gros changements si je voulais faire progresser ma carrière dans le sens que je veux lui donner. Pour réaliser mes rêves, ces changements professionnels s'imposaient d'eux-mêmes», conclut Paul Lamoureux avant de retourner en studio pour poursuivre l'enregistrement de l'album.

Flash nouvelles

Des armoiries pour la SNA

Le Gouverneur général Roméo Leblanc a remis des armoiries à la Société nationale de l'Acadie lors d'une cérémonie qui avait lieu au Musée acadien de l'Ile-du-Prince-Edouard, à Miscouche.

Fondée lors de la première convention acadienne tenue à Memramcook en 1881, la SNA a pour principal objectif la promotion et la défense des droits et intérêts des Acadiens des quatres provinces de l'Atlantique.

Chaque année l'Autorité héraldique du Canada, créée en 1988, concède une centaine d'armoiries à des villes et capitales, des banques et d'autres institutions, des associaitons professionnelles, des sociétés et des particulier pour symboliser leur statut, leur histoire et leur identité. **(APF)**

Une coprésidente acadienne.

La sénatrice acadienne Rose-Marie Losier-Cool sera la coprésidente du Congrès biennal 1996 du Parti libéral du Canada, qui aura lieu du 23 au 27 octobre au Centre des congrès à Ottawa.

Originaire de Tracadie au Nouveau-Brunswick, Mme Losier-Cool a eu une langue carrière dans l'enseignement et les associations professionnelles, avant d'être nommée au Sénat en mars 1995. Elle fut la première femme élue présidente de l'Association des enseignants et enseignantes francophones du Nouveau-Brunswick.**(APF)**

Record possible pour le blé

La production totale de blé pourrait dépasser 1 milliard de boisseaux pour la première fois depuis 1993, selon les dernières prévisions de Statistique Canada.

Des rendements plus élevés et un accroissement de 15 pour cent de la superficie ensemencée expliquent les attentes optimistes des agriculteurs, malgré un ensemencement tardif.

La production du blé de printemps pourrait augmenter de 20 pour cent au Manitoba, de 38 pour cent en Saskatchewan et de 15 pour cent en Alberta. En Ontario, qui est la première province productrice de blé d'hiver, on prévoit toutefois une baisse de production de 31 pour cent, en raison du temps rude de l'hiver dernier et des maladies pendant la saison de croissance. **(APF)**

Radiodiffusion par satellite

Shaw Communication veut lancer un nouveau service

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Le groupe Shaw Communication a déposé une demande auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC) afin d'obtenir l'autorisation d'opérer un service de radiodiffusion directe par satellite (SRD) sous le nom de "Homestar".**

Shaw Communication entend ainsi «offrir aux Canadiens le plus vaste choix possible d'émissions de télévision par transmission satellite, tant en anglais qu'en français». Selon le document remis au CRTC, le volet de base comprendrait les principaux réseaux canadiens, notamment le canal parlementaire, CBC, SRC et l'unique réseau autochtone canadien, au tarif mensuel de 6,95$. Le second volet, National Plus, serait offert en trois version, soit anglophone, francophone ou bilingue. Le forfait en français comprendrait, en plus des réseaux de bases, les chaînes TVA, TQS, Radio-Québec et CTEQ. Pour la version bilingue, les réseaux Global, CITY, CITV, CFMT, TVA, TQS, Radio-Québec et CTEQ s'ajouteraient aux chaînes de base.

Un troisième volet, offert également en trois versions serait aussi disponible. Le volet spécialisé francophone donnerait accès au Canal D, au Canal Famille, à Météomédia, MusiquePlus, RDI, RDS, TV5, Telelatino, Fairchild et tous les services spécialisés canadiens de langue française nouvellement autorisés. Un quatrième volet pour la télévision payante offrirait, sur la version francophone, Super Écran et certains réseaux américains. Enfin, la télévision à la carte serait aussi disponible. Selon le document, pour le consommateur qui désirerait s'abonner à tous les volets en version francophone, le tarif établit serait de 34,95$, comparativement à 49,95$ pour le service en anglais.

En fait, le nouveau réseau de communications, qui offrirait un menu d'émissions majoritairement canadiennes, fournirait aux francophones de partout à travers le pays la possibilité d'avoir accès à toutes les chaînes francophones auxquelles les Québécois ont accès.

Selon ce qui est inscrit dans le document, «l'objectif de Homestar est de fournir aux Canadiens vivant dans les régions rurales et urbaines partout au Canada un service de SRD de haute qualité qui donnera accès à une extraordinaire variété de programmations à saveur fondamentalement canadienne.»

Le CRTC donne le feu vert

Quatre nouvelles chaînes sont nées

Ottawa (APF) — **Les francophones qui vivent à l'extérieur du Québec devront encore une fois se battre avec leur câblodistributeur local, s'ils veulent avoir accès aux nouvelles chaînes spécialisées en langue française qui seront disponibles dès l'an prochain.**

Le CRTC a en effet accordé des licences d'exploitation à 23 nouvelles chaînes spécialisées, dont quatre en français, sans toutefois rendre leur distribution obligatoire partout au pays.

Ce n'est pas la première fois que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes agit de la sorte. Dans le cas de TV5 et de RDI, les communautés francophones et acadiennes de plusieurs régions du pays avaient dû faire pression auprès des câblo-distributeurs pour obtenir le service.

Les quatre nouvelles chaînes francophones sont: Le Canal Nouvelles, Canal Vie, Musimax et TELETOON. Le Canal Nouvelles, diffusé par Télé-Métropole, consiste en un service de diffusion de manchettes, mises à jour aux 15 minutes. TELETOON offrira un service d'animation allant de la bande dessinée aux marionnettes, Canal Vie sera un service axé sur les habitudes de vie, la santé et les activités de plein air et Musimax offrira un service consacré à la musique sous toutes ses formes.

Trois des nouveaux services en langue française seront offerts à l'échelle nationale, par satellite, aux entreprises de distribution. Le Canal Nouvelles ne sera cependant offert qu'aux abonnés du Québec.

Tous ces nouveaux services ne seront pas gratuits. Avant de faire pression auprès des câblodistributeurs pour obtenir l'un, ou la totalité de ces services en langue française sur le service de base, il faut savoir que l'abonné au câble devra ajouté 35 cents par mois à sa facture pour TELETOON, 15 cents pour Musimax et 60 cents pour Canal Vie s'il est distribué dans un marché francophone comme Edmundston, ou 15 cents s'il est distribué dans un marché anglophone comme Régina. Il pourrait donc en coûter jusqu'à 90 cents de plus par mois pour avoir accès à ces trois nouveaux services spécialisés.

PROCÈS-VERBAL ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le 14 octobre 1995, 13 h 00, Convention Inn (Edmonton)

MEMBRES PRÉSENTS :

Amyotte, Émile	Edmonton
Audy, Viateur	Edmonton
Bachand, Eddie	Morinville
Bachand, Solange	Morinville
Baril, Jacques	Edmonton
Beaudoin, Thérèse	Edmonton
Bédard, Francine	Calgary
Bélanger, Richard	Calgary
Belle Rive, Julie	Lacombe
Benoiton, Danielle	Medicine Hat
Bergeron, Ghislain	Edmonton
Bergeron, Lucille	St-Isidore
Bergeron, Jean	St-Isidore
Bergeron, Fernande	Edmonton
Bergeron, Léopold	St-Isidore
Bergevin, Sylvie	Edmonton
Bernard, Adrienne	Edmonton
Bouchard-Dallaire, Julie	Legal
Boudreau, André	Edmonton
Boulianne, Fernand	Falher
Boulianne, Brigitte	Falher
Bourque, Francine	Edmonton
Brais, Andréa	Edmonton
Brault, Martin	Edmonton
Breault, Henri	Edmonton
Bugeaud, Jocelyne	St-Paul
Bugeaud-Croteau, Nicole	Edmonton
Champagne, Juliette	Edmonton
Champagne, Réal	Legal
Chauvin, Claude	Legal
Chauvin, Hélène	Legal
Cloutier, Gabrielle	Lethbridge
Collette, Denis	Edmonton
Conard, Laurent	Lethbridge
Conard-Sawiol, Hélène	Lethbridge
Corcoran, Hazel	Calgary
Comeau, Suzanne	Edmonton
Coulombe, Jean-François	St-Paul
Coulombe, Marie-Paule	Grand Centre
Curti, Patrick	Calgary
Cyr, Roseline	Calgary
Dallaire, Claude	Legal
Desgagné, Denis	St-Isidore
Desrochers, Louis A.	Edmonton
Desrochers, Pierre	Edmonton
Doucet, Réal	Fort McMurray
Doucet, Tommy	Fort McMurray
Doucet, Dominique	Fort McMurray
Duchesne, Lyne	Jean-Côté
Dumont, Paul	Edmonton
Durocher, Hervé	Edmonton
Fillion, Noëlla	Donnelly
Fillion, Gérard	Donnelly
Forcier, Eve-Marie	Edmonton
Forcier, Fabiola	Edmonton
Forget, Gérard	Peace River
Forget, Sylvain	Edmonton
Fréchette, Carole	Legal
Gaulin, Agathe	Edmonton
Gauthier, Reed	Plamondon
Girard, Réal	Edmonton
Grégoret, Michèle	Edmonton
Grenier, Valérie	Edmonton
Groleau, Jocelyn	Sherwood Park
Guillette, Sylvain	Edmonton
Hart, Denise	Plamondon
Hébert, Claire	St-Paul
Jasmin, Jules	Legal
Josiah, Ginette	Edmonton
LaBerge, Margo	Legal
Lajoie, Jean-Claude	La Corey
Lalonde, Roger	Calgary
Lapierre, Claire	Girouxville
Lapierre, Jean	Girouxville
Laplante, Thérèse	Cold Lake
Launière, Danielle	Calgary
Lavoie, Clément	Edmonton
Lavoie, Hélène	Edmonton
Lavoie, Léon	Edmonton
Lavoie, Evens	St-Isidore
Lavoie-Lemire, Clémence	Bonnyville
Lefèbvre, Rollande	Edmonton
Lemire, Henri	Bonnyville
Levasseur-Ouimet, France	Edmonton
Lusson, Henri	Legal
Mahé, Marc	Edmonton
Marcotte, Léonce	Edmonton
Martel, Marie-Line	Calgary
Meilleur, Denis	Calgary
Mercier, Madeleine	Edmonton
Mercier, Sylvie	Edmonton
Meunier, Jean-Pierre	Edmonton
Michaud, Pierre	Edmonton
Moquin, Claude	Edmonton
Moquin, Jacques	Duffield
Moquin, Yolande	Edmonton
Moreau, John	Calgary
Morissette-Franz, Diane	Medicine Hat
Noël Pierre	Edmonton
Noël, Denis	Edmonton
Nolette, Irène	Edmonton
Nolette, Georges	Edmonton
Ouellet, Gary	Fort McMurray
Patenaude, Carole Anne	Falher
Patenaude, Jean	Edmonton
Pinon, Luc	Bonnyville
Piquette, Paul	Plamondon
Porter, Juge Michael	Calgary
Ray, Lucie	Edmonton
Rémillard, Léonard	Bonnyville
Sawyer, Suzanne	Calgary
Schwab, Ruth	Edmonton
Spiers, Christiane	Edmonton
St-Louis-Rail, Lorraine	Fort McMurray
Tardif, Denis	Edmonton
Therrien, Hector	Edmonton
Thibaudeau, Jean-Guy	Edmonton
Thibaudeau, Suzanne	Edmonton
Tremblay, Jacques	St-Albert
Villeneuve, Louisette	Edmonton
Villeneuve, Jacqueline	Edmonton
Whittemore, Mireille	Medicine Hat

OBSERVATEURS:

Bussière, Adrien	Edmonton (Patrimoine canadien)
Couture, Martyne	Edmonton (SRC)
Finn, Gérard	Ottawa
Fortier, Nicole	Ottawa
Fréchette, David	Legal (Employé)
Klassen, Roy	Edmonton (Employé)
Lemieux, Lyne	Edmonton (Employée)
Lévesque, Jacques	Vancouver (Bureau du Québec)
Lorieau, Deni	Edmonton (C.L.O.)
Michaud, Jacques	Ontario (F.C.F.A.C.)
Michaud, Pierre	Edmonton
Pagé, Julie	Edmonton (SRC)
Pageau, François	Edmonton (Le Franco)
Peddicord, Lilliane	St-Albert (Patrimoine canadien)
Pedneault, Sophie	Plamondon
Sargeaunt, Julia	Edmonton (SRC)
Yuen, Marie-Claire	Edmonton

Le président de l'A.C.F.A., Paul Denis invite l'assemblée à chanter l'hymne national.

1. **Élection du/de la président.e d'assemblée**

Le président propose

"que Madame Madeleine Mercier soit élue présidente de l'assemblée".

TOUS EN FAVEUR
ACCEPTÉ

2. **Adoption de l'ordre du jour**

Mme Mercier remarque que l'on doit ajouter un point à l'ordre du jour, celui de l'adoption de l'ordre du jour. Jean-Guy Thibaudeau, appuyé par Claude Dallaire, propose

"que l'ordre du jour soit accepté."

TOUS EN FAVEUR
ACCEPTÉ

3. **Adoption du procès-verbal de l'Assemblée générale annuelle du 15 octobre 1994**

Claude Dallaire, appuyé par Claire Hébert, propose

"qu'il y ait correction de la date à la page 7 (1994-94 doit lire 1994-95) et que le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 15 octobre 1994 soit accepté tel que modifié."

TOUS EN FAVEUR
ACCEPTÉ

4. **Suivis au procès-verbal**

Paul Denis explique que le **Comité ad hoc du Franco** s'est rencontré pour former un comité permanent qui veillera au contenu du Franco et la liberté de la presse.

Dans le dossier des **Parcs nationaux**, on a rencontré les dirigeants de Parcs Canada et la situation s'améliore à Jasper mais elle se détériore à Banff.

4. **Rapport du président général**

Paul Denis lit le rapport du président. Jean Patenaude demande ce qui est fait dans le dossier câblodiffusion. Paul Denis explique le problème et énumère ce que nous avons fait à date.

Paul Denis, appuyé par Claude Dallaire, propose

"que le rapport du président soit accepté."

TOUS EN FAVEUR
ACCEPTÉ

5. **Rapport du vérificateur**

Le vérificateur, Hector Thérrien, lit le rapport financier consolidé. Quelqu'un demande d'identifier les fonds en fiducie. Le vérificateur répond que ce sont des fonds réservés pour la Fondation de la communauté franco-albertaine.

Richard Bélanger, appuyé par André Brais propose

"que le rapport financier soit accepté."

TOUS EN FAVEUR
ACCEPTÉ

6. **Nomination du vérificateur**

Claude Dallaire, appuyé par Réal Doucet, propose

"que King & Co. soit vérificateur officiel pour l'année 1995-96."

TOUS EN FAVEUR
ACCEPTÉ

7. **Rapport des ateliers**

7.1 David Fréchette fait le rapport de l'atelier *Évaluation des tables de concertation.* Deux recommandations sont issues de cet atelier:

7.1.1 Que l'A.C.F.A. rende disponible aux participants des tables de concertation régionale une définition du développement communautaire et le rôle de l'agent;

7.1.2 Que toute la communauté francophone soit invitée aux tables de concertation régionale avec droit de vote;

7.2 Roy Klassen fait le rapport de l'atelier **Forum économique**. Il mentionne qu'il y a eu une bonne participation.

7.3 Yves Caron fait le rapport de l'atelier **Programmation culturelle**. Cet atelier a été un exercice pratique parce que nous avons réussi à monter une programmation culturelle pour la région de Medicine Hat.

7.4 Louisette Villeneuve fait le rapport de l'atelier **Éducation postsecondaire**. Trois recommandations en découlent:

7.4.1 que l'A.C.F.A. fasse la promotion de l'éducation postsecondaire auprès des Franco-albertain.es de toute la province;

7.4.2 que l' A.C.F.A. rende permanent le Comité de l'éducation postsecondaire et qu'il voit à l'implantation du plan d'action;

7.4.3 que l'A.C.F.A. fasse de l'éducation postsecondaire une priorité.

7.5 Paul Dumont fait le rapport de l'atelier **Relations F.J.A.- A.C.F.A. régionales**. On a recommandé que F.J.A. accepte comme membre les Franco-albertain.es de moins de 14 ans et de plus de 24 ans.

Paul Dumont demande aux parents de participer aux activités des jeunes. Il est persuadé que ceux-ci seraient bien accueillis par F.J.A.. Il nous encourage à resserrer les liens entre F.J.A. et A.C.F.A..

8. **Rapport de la Fondation de l'A.C.F.A.**

Hervé Durocher lit le rapport de la Fondation de l'A.C.F.A.. Il explique l'historique de la Fondation. Il rappelle qu'il faudra veiller à faire la distinction entre la Fondation de l'A.C.F.A. et la Fondation de la communauté franco-albertaine.

John Moreau demande si la Fondation faisait de bons profits durant l'année, est-ce qu'il y aurait possibilité d'augmenter les sommes versées à l' A.C.F.A. Hervé Durocher répond que ce serait possible et que cela serait fait selon une formule établie.

Denis Tardif demande combien la Fondation a-t-elle versé à l'A.C.F.A. depuis le début. Georges Arès répond environ cinq (5) millions et demi de dollars. Jean-Claude Lajoie demande à qui appartient la Fondation. Hervé Durocher répond que les membres de l'A.C.F.A. en sont les propriétaires.

Jean-Claude Lajoie demande quelle est la responsabilité de l'A.G.A. envers la Fondation. Hervé Durocher répond que la seule responsabilité de l'A.G.A. est de demander au président de l'A.C.F.A. de siéger au bureau d'administration de la Fondation.

9. **Élections au Comité exécutif de l'A.C.F.A. provinciale**

Paul Denis est nommé président d'élection. Il présente les membres du Comité de nominations: France Levasseur-Ouimet, Deni Lorieau et Paul Denis.

Paul Denis fait appel aux nominations pour deux postes de vice-présidence. Le Comité de nominations propose Jean-Guy Thibaudeau et Laurent Conard. Après que ces gens sont présentés à l'assemblée, ils sont élus par acclamation.

Suite en page 10...

... suite de la page 9

Paul Denis demande s'il y a des nominations au poste de président autre que celle de Me John Moreau de Calgary. Aucune autre nomination n'est proposée. Me Moreau est élu par acclamation. Paul Denis indique que ceci est une première, parce que le père de John a été président dans les années '60.

Paul Denis remercie Danielle Launière qui termine son mandat de vice-présidente.

10. **Fondation franco-albertaine**

10.2 **Élection d'un.e représentant.e de l'A.C.F.A. au Comité permanent de nomination**

Roy Klassen décrit la tâche du représentant de l'A.C.F.A. au sein de la Fondation franco-albertaine. Il fait appel aux nominations pour ce poste. Julie Bouchard-Dallaire, appuyée par Solange Bachand, propose Claude Dallaire. Claude Dallaire est élu par acclamation.

11. **Varia**

11.1 **Incorporation de l'A.C.F.A. régionale de Medicine Hat**

Suzanne Thibaudeau, appuyée par Sylvie Mercier, propose que l'A.G.A. ratifie la proposition du Bureau des président.e.s du 16 septembre 1995 acceptant Medicine Hat comme onzième régionale de l'A.C.F.A.. L'assemblée démontre son accord par des applaudissements chaleureux.

11.2 Paul Denis présente Jacques Michaud, président de la F.C.F.A.C. qui nous fait un discours.

Paul Denis remercie Jacques Michaud et dit compter sur le leadership de la F.C.F.A.C. pour être fort de nos convictions.

11.3 Mme Thérèse Laplante propose de remercier de tout coeur le président sortant, Paul Denis. On l'applaudit longuement.

11.4 Jean-Claude Lajoie demande si l' A.C.F.A. a songé aux stratégies si le référendum québécois était favorable à la séparation.

Paul Denis dit qu'advenant un oui, il y aurait un début de négociations avec la communauté francophone hors Québec.

Jean-Claude Lajoie pousse sa question plus loin en demandant quelle serait la réaction du gouvernement albertain et qu'adviendrait-il des institutions telles le ministère du Patrimoine canadien et Radio-Canada.

Paul Denis répond que, à court terme, on continuerait comme d'habitude mais l'avenir serait très incertain. C'est pour cela que l' A.C.F.A. met tellement d'efforts à influencer le vote en faveur du NON. Paul Denis invite l'assemblée à poser des gestes concrets tel que l'envoi de cartes postales.

12. **Levée de l'assemblée**

L'ordre du jour étant épuisé, Claude Dallaire, appuyé par Richard Bélanger, propose l'ajournement.

TOUS EN FAVEUR
ACCEPTÉ

Industrie des jeux et loteries

Le nombre d'emplois a quadruplé

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Au cours des dix dernières années, les jeux de hasard réglementés sont devenus monnaie courante. Cette petite industrie qui employait à peine 6000 personnes en 1984, en comptait 24 000 en 1995. Cette poussée de l'emploi tient en grande partie au nombre croissant de casinos que gère l'État.**

Ces chiffres, tirés d'une récente étude de statistique Canada, indiquent clairement que ce sont les foyers qui ont le moins de revenus qui dépensent le plus haut pourcentage de leur revenu annuel dans l'achats de billets de loterie. 1,2% des revenus des gens qui gagnent moins de 20 000 dollars par année sont dépensés en loterie contre 0,3% pour les revenus de 60 000 dollars et plus.

Toujours selon Statistique Canada, en comparaison avec d'autres industries, «les jeux de hasard emploient une proportion supérieure de femmes, de jeunes et de travailleurs à temps partiel. En 1995, 56% des travailleurs associés aux jeux de hasard étaient des femmes, 59% étaient âgés de moins de 35 ans et 31% travaillaient à temps partiel». Dans les industries autres que les jeux de hasard, 45% des employés sont des femmes, 42% ont moins de 35 ans et 19% travaillent à temps partiel.

Selon l'étude, «les recettes nettes tirées des loteries, casinos et appareils de loterie vidéo (ALV) ont atteint presque 5 milliards de dollars en 1995.» Les revenus ont connu une importante hausse lors de l'implantation des casinos, en 1992, et des ALV en 1993. En fait, elles ont presque quadruplé depuis 1985. Par contre, les gains tirés des courses de chevaux n'ont cessé de chuter depuis 1989.



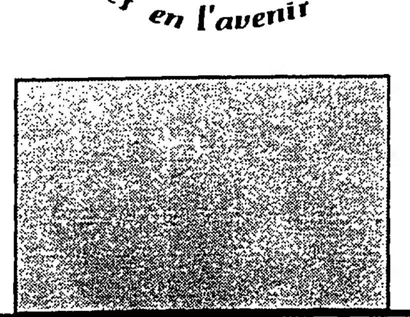
AVIS DE CONVOCATION

Vous êtes invité.es à venir assister à l'assemblée générale annuelle de l'ACFA provinciale qui se tiendra samedi le 19 octobre prochain à 13h00 à l'hôtel Rennaissance à Edmonton.

Projet d'ordre du jour

1. Élection d'un.e président.e d'assemblée
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle 1995
4. Suites au procès-verbal
5. Rapport du président
6. Rapport du vérificateur
7. Nomination d'un vérificateur.trice
8. Rapport des ateliers
9. Rapport de la Fondation de l'ACFA
10. Élections au comité exécutif de l'ACFA Provinciale
    A) Nomination d'un.e président.e d'élection
    B) Rapport du comité de candidatures
    C) Élection à la présidence
    D) Élections à la vice-présidence
11. Élection d'un.e représentant de l'ACFA à la Fondation Franco-albertaine
12. Varia
13. Levée de l'assemblée.

Fier.es de notre passé, confiant.es en l'avenir — 70 ans



Sur le bout de la langue

Des mots qui se mettent à table

Annie Bourret (APF)

Des mots aussi courants que ceux associés à la faim et à la soif ont pris parfois d'étranges détours pour arriver sur la table. Les ustensiles, à l'origine, désignaient des outils, comme en témoignent les pelles à tartes, les scies à pain, les truelles à poisson et les pinces à spaghetti.

Avant de couper la viande, le couteau se trouvait sur la charrue : littéralement, il s'agissait du fer de la charrue qui coupait la terre. La fourchette sort aussi de la ferme (la fourche à deux dents). L'Italie s'est servi de fourchettes dès le XV[e] siècle, alors qu'elles ne sont apparues qu'à la fin du XVII[e] siècle en France. Et encore, seules les dames s'en servaient. Même Louis XIV ne n'utilisait pas! Il préférait se servir de la «fourchette d'Adam», c'est-à-dire de sa main.

La cuiller (ou cuillère, les deux orthographes sont valables) a des origines obscures. Tout en sachant qu'elle a pour ancêtre le mot *cochlearium* («escargot» en latin), on s'interroge encore sur son étymologie : s'agit-il d'une analogie avec la coquille de l'escargot, ou servait-elle à les manger comme l'affirmait un poète de l'Antiquité? La cuiller a fait son entrée au XI[e] siècle en français. Son usage courant se reflète dans de nombreuses expressions figurées. *Ne pas y aller avec le dos de la cuiller* renvoie à l'image d'une personne qui mange si voracement qu'elle répand la nourriture comme si elle se servait de la cuiller dans le mauvais sens. *Être à ramasser à la petite cuiller* signifie, littéralement être liquéfié de fatigue.

Des Indes, les Britanniques ont ramené le punch, qu'ils versent dans un bol. De *bowl* à bol (vers 1790), les usages se multiplient : on y met du café, du riz et de la soupe.

La tasse, elle, est arabe. Elle fait son entrée en français vers le XIV[e] siècle après un détour en Provence. Curieusement, elle se met sur une soucoupe qui devrait être, en toute logique, une sous-tasse! C'est d'ailleurs ce qu'on fait en Belgique et en Suisse. La France a préféré emprunter la *sottocoppa* italienne.

Les mots asseoir, bienséance, préséance, selle, siège, assidu et résidu, pour n'en nommer que quelques-uns, sont tous associés à l'assiette. Les notions évoquées sont l'équilibre (sur une selle) et l'ordre (la préséance), notamment autour de la table. L'assiette, c'était la place où s'asseyait chaque convive, à l'époque où tout le monde partageait le même grand plat de nourriture. Plus tard, quand les convives mangent dans leur plat individuel, l'assiette a tout simplement pris ce nouveau sens.

Après autant de méandres historiques, il y a de quoi *ne pas être dans son assiette*. Une expression qui n'a d'ailleurs rien à voir avec la table, puisqu'il s'agit d'un mauvais équilibre, au sens psychologique. N'en faites pas tout un plat : la boucherie, si on respectait son premier sens, ne devrait vendre que de la viande de bouc!

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à ***bourret@vcn.bc.ca.***

Couvre-feu pour les moins de seize ans

Liberté sous surveillance

PHILIPPE BRAZEAU

BATTLEFORD (L'EAU VIVE) - **Depuis la mardi 27 août dernier, les jeunes de moins de seize n'ont plus le droit de circuler à Battleford entre 23 heures et 6 heures sans être accompagnés d'un parent ou d'un tuteur.**

Après un an de débat, la ville de 4000 habitants a décidé de joindre les rangs des grands centres tels Miami, Dallas et Shelbourne N.E., en adoptant un règlement à cet effet. «Nous n'avons pas de problèmes réels présentement. Avec ce règlement, nous voulons nous donner un outil pour éviter les troubles éventuels», indique le maire de la place, Gary McArthur. «Ce sont les résidents de Battleford ainsi que les forces policières qui ont demandé un tel règlement.» Le maire précise que les policiers n'harcèleront pas les jeunes. «Il y aura de la sensibilisation de faite auprès des parents et des adolescents. Ces derniers sont responsables et comprennent bien de quoi il s'agit», ajoute-t-il.

Les contrevenants sont passibles d'une amende de 50 $ pour une première offense et de 100 $ pour une récidive. Ces peines peuvent être commuées en travaux communautaires. «Toutefois, le premier mois, il n'y aura pas d'amendes distribuées, les policiers donneront seulement des avertissements», termine M. McArthur.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRE D'EMPLOI

L'Association canadienne-française de l'Alberta
Régionale de Fort McMurray
est à la recherche d'un(e)

Animateur(trice) communautaire

Responsabilités générales:

Sous la supervision de l'agent de développement, planifier, organiser et réaliser des activités de loisir et des événements spéciaux pour la communauté.

Exigences:

Avoir le sens de l'organisation
Avoir de l'entregent
Être disponible à travailler fréquemment le soir et les fins de semaine
Bonne connaissance du français et de l'anglais
Connaissance de la communauté de Fort McMurray serait un atout

Informations sur le poste:

Temps plein 40 heures/semaine
Salaire à négocier
Entrée en fonction le 7 octobre 1996
Contrat jusqu'au 29 décembre avec possibilité de prolongement

Faire parvenir votre curriculum vitae avant **le 25 septembre 1996 à 17 h à:**

ACFA régionale de Fort McMurray
Joël Lavoie
190 Tamarack Way
Fort McMurray (Alberta)
T9K 1A1



Téléphone: (403) 791-7700
Télécopieur: (403) 791-5391



Commis (temporaires) aux services administratifs

Service correctionnel Canada
Établissement Drumheller

Drumheller (Alberta)

Postes offerts aux personnes habitant Drumheller et les environs

La Commission de la fonction publique du Canada recherche des personnes qualifiées pour combler divers postes de commis à l'Établissement Drumheller. Vous toucherez à ces postes un salaire variant entre **25 009 $** et **27 239 $**.

Vous devez avoir terminé avec succès deux années d'études secondaires et posséder au moins une année d'expérience pertinente ainsi que de solides compétences liées au traitement de texte et aux applications de bureautique.

La maîtrise de l'anglais est essentielle. Vous devrez aussi réussir l'Examen de compétences en travail de bureau de la Commission de la fonction publique du Canada. Des dispositions seront prises pour l'administration de cet examen. Si vous avez déjà passé cet examen, veuillez nous fournir une pièce justificative de votre résultat. De plus, une vérification approfondie de la fiabilité sera effectuée.

Si un tel poste vous intéresse, veuillez acheminer votre curriculum vitæ d'ici le **20 septembre 1996**, en indiquant le numéro de référence **S-96-61-R-367-PEN-INV(W8F)**, à la **Commission de la fonction publique du Canada, Place du Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3.**

Pour obtenir de l'information sur d'autres postes dans notre région, visitez notre site Web à : **http://www.psc-cfp.gc.ca/recruit/cfp1.htm**

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence sera accordée aux citoyennes et aux citoyens canadiens.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.
This information is available in English.

Commission de la fonction publique du Canada — Public Service Commission of Canada

Canada



Adjoint de bureau (temps plein)

La Société du crédit agricole, une société de la Couronne qui offre des services financiers à la communauté agricole canadienne, est à la recherche d'une personne pour combler un poste d'adjoint de bureau à temps plein pour le bureau de Dawson Creek, pour une période de neuf mois.

Les candidats doivent démontrer des aptitudes marquées pour la communication, une connaissance approfondie des techniques de secrétariat et des techniques administratives. Une connaissance des logiciels WordPerfect pour Windows et Lotus 123 (version 4.0) serait un atout, ainsi qu'une exprience dans le domaine des entreprises agricoles. Ces qualifications auront été acquises par des études secondaires complétées avec succès, une formation dans une école de secrétariat ainsi que quatre ans d'expérience pertinente.

Le salaire de base offert est de 27 630,00 $ par année.

Les personnes interessées doivent faire parvenir leur curriculum vitae à:

Bob Anderson, Gérant de District, Société du crédit agricole, pièce 102, 10712 - 100 rue, Grande Prairie (AB) T8V 3X8. Il est aussi possible de le télécopier en composant le (403) 538-3575.

La Société du crédit agricole souscrit aux principes d'équité en matière d'emploi.

Canada

S O C I É T É D U C R É D I T A G R I C O L E

Programmeurs-Analyste · Analystes de données · Analystes de systèmes · Analystes UNIX

AIMERIEZ-VOUS CONCEVOIR DES SYSTÈMES FINANCIERS D'AVANT-GARDE POUR LE NOUVEAU MILLÉNAIRE?

Nous vous offrons l'occasion de participer à la conception des systèmes de l'avenir dont se servira le plus novateur et le plus dynamique établissement financier voué au service de l'industrie agricole du Canada.



La Société du crédit agricole a des postes d'une durée déterminée de deux ans à combler qui intéresseront les spécialistes des SIG intéressé(e)s à travailler avec des techniques de pointe dans un milieu où la reconception de l'entreprise ouvre des possibilités illimitées aux gens créatifs et motivés.

Que diriez-vous d'appliquer et d'enrichir vos connaissances dans une société qui utilise ce qui se fait de mieux en systèmes d'exploitation, en bases de données, en logiciels de connectivité personnalisés, en matériel de traitement de l'information et en synergiciels? À la SCA, vous pouvez vous attendre à travailler avec un nouveau logiciel de traitement des prêts en temps réel et avec des applications de transitique, de marketing et de stockage des transactions. Avec le temps, ces applications et d'autres encore seront accessibles à partir des ordinateurs des usagers.

En vous joignant à l'équipe du siège social de la SCA à Regina, vous ferez l'expérience de travailler au coeur des Prairies. La Société vous fournira une aide au déménagement des deux côtés de votre affectation. Et ce n'est pas tout! Après une période de deux ans, vous serez admissible à suivre une formation dans la technologie de votre choix.

La SCA est un employeur de choix, qui offre des salaires attrayants, de l'aide aux conjoints dans leur recherche d'emploi et un ensemble d'avantages sociaux à la fois souple et complet. La langue de travail de ces postes-ci est l'anglais, mais la Société favorise le bilinguisme. Elle croit également qu'un milieu de travail hétérogène, qui rend compte de la diversité des antécédents et des cultures des Canadiens et des Canadiennes, renforce l'organisation.

Vous aimeriez en savoir davantage sur cette passionnante occasion d'emploi? Obtenez une trousse d'information détaillée au sujet de la SCA et de la Saskatchewan en écrivant ou en téléphonant à la division des **Ressources humaines de la Société du crédit agricole, 1800, rue Hamilton, B.P. 4320, Regina (Saskatchewan) S4P 4L3. Téléphone : (306) 780-8575, télécopieur : (306) 780-5506.**



La date limite pour soumettre les candidatures est le 20 septembre 1996



Canada

Les agences sont priées de s'abstenir.

Octobre, mois de l'histoire des femmes

Les femmes et les arts: un héritage culturel

OTTAWA — **Le mois d'octobre a été institué mois de *L'histoire des femmes* en 1992 par le gouvernement fédéral afin de reconnaître les réalisations des femmes en tant que composantes essentielles de notre patrimoine canadien. L'objetif du mois de *L'histoire des femmes* est de permettre aux femmes de reprendre leur place dans l'histoire du Canada.**

Cette année, le thème retenu est *Les femmes et les arts: un héritage culturel*. Les points de vue particuliers des femmes et leurs réalisations artistiques sont des parties intégrantes de notre histoire et de notre identité nationales.

Au cours de l'histoire, les femmes ont dû surmonter des obstacles particuliers en tant que créatrices et artistes de spectacles. Peu de femmes ont pu combiner avec succès la maternité et une carrière artistique. De plus, leurs créations artistiques étaient souvent considérées comme un produit d'artisanat plutôt que de l'art, ce qui contribuait à dévaluer leurs efforts créateurs.

Aujourd'hui, les femmes oeuvrant dans le domaine des arts travaillent en qualité de créatrices, interprètes, administratrices, mécènes et professeures. Des femmes de talents extraordinaires ont réalisé des peintures, des sculptures et des gravures. Des Canadiennes romancières et poètes ont été reconnues au pays et partout dans le monde. Le mois de *L'histoire des femmes* permet de souligner les contributions de femmes qui ont trop souvent été passées sous silence dans l'histoire de notre pays.

Franco-Ontariens

Les élèves lisent et écrivent moins en français

Ottawa (APF) — **En Ontario français, ce sont les moins instruits et les plus instruits qui disent lire et écrire le plus en français. A l'inverse, les jeunes qui poursuivent des études secondaires et collégiales sont beaucoup moins intéressés à lire et à écrire dans la langue de Jean-Marc Dalpé.**

Cette surprenante constatation est tirée d'une étude sur les habitudes de lecture et d'écriture des Franco-Ontariens, qui a été parrainée par le Centre franco-ontarien de ressources en alphabétisation (FORA) et le Regroupement des Groupes francophones d'alphabétisation populaire de l'Ontario (RGFAPO).

Intitulée **Souvent...en français**, l'étude des professeurs Simon Laflamme et Christiane Bernier de l'Université Laurentienne de Sudbury conclut que la population franco-ontarienne présente un intérêt modéré pour la lecture et l'écriture. «On n'a affaire ni à un enthousiasme délirant, ni à une résistance universelle», lit-on.

La bonne nouvelle, c'est que plus les francophones de l'Ontario lisent ou écrivent, plus ils ont tendance à le faire en français.

La grande surprise est cependant la relative incapacité des écoles secondaires et des collèges francophones à soutenir et stimuler l'intérêt pour la lecture et l'écriture en français.

Ceux qui ont fait des études collégiales ont moins tendance à lire en général et à lire en français, que les élèves du primaire. Ce phénomène, qualifié de «troublant», existe aussi à un moindre degré chez ceux qui ont un diplôme secondaire. On ne sait pas si cela s'explique par les types d'emplois que le collège destine aux diplômés, ou s'il s'agit d'une perte de l'identité culturelle.

On a aussi découvert qu'autour de la dixième année de scolarité, les jeunes font une sorte de crise de conscience qui a pour résultat de les éloigner des activités en français. L'intérêt pour la lecture et l'écriture, que ce soit en général ou en français, diminue à partir de ce moment pour ne reprendre qu'à l'université.

Les femmes déclarent lire et écrire plus que les hommes, ce qui confirme toutes les autres études, tant au travail ou aux études que dans leurs loisirs. Les jeunes lisent à peine un peu plus en français que leurs aînés, mais c'est entre 25 et 44 ans qu'on le fait le moins. Règle générale, les francophones lisent plus de journaux que de livres ou de revues.

C'est dans le Sud-Ouest de la province qu'on lit le moins de journaux en français. Le Nord-Ouest suit de près. C'est dans le Nord-Est où on déclare lire le plus de journaux en français. La surprise c'est que les francophones de l'Est, où on retrouve pourtant plusieurs journaux en français, ne sont pas en tête du peloton. Les journaux intéressent moins les plus jeunes ce qui, selon les chercheurs, est un phénomène normal.

Dans l'ensemble, le Nord-Est est la région où les francophones ont davantage tendance à lire et à écrire en français. Toutefois, insistent les chercheurs, les différences entre les régions ne sont pas très importantes.

C'est aussi dans le Nord-Est où les francophones semblent le plus travailler ou étudier en français.

L'étude remet aussi en question deux préjugés tenaces. Il serait faux de prétendre que les francophones ne travaillent qu'en anglais en Ontario. Plusieurs, surtout les universitaires, disent en effet lire et écrire en français dans le cadre de leur travail. De même, le bilinguisme ne serait pas la voie royale menant à l'assimilation: «Un bilingue instruit, ça lit aussi en français», constatent les deux chercheurs.

Finalement, l'étude confirme le rôle et la responsabilité des parents en ce qui a trait aux habitudes de lecture et d'écriture chez les jeunes. Ainsi, plus les parents communiquent entre eux en français, plus les enfants lisent ou écrivent en français.

En bref

Élections au Yukon

Le leader du gouvernement du Yukon, John Ostashek, a annoncé le déclenchement des élections pour le 30 septembre prochain. Le parti au pouvoir, le Yukon Party (anciennement le Parti conservateur) occupe présentement 7 sièges à l'assemblée territoriale, alors que le NPD en occupe 6 et les libéraux un seul. Trois indépendants complètent le tableau.

Des emplois pour Grande Prairie

Le gouvernement provincial a annoncé une entente de principe avec la compagnie de pâtes et papiers Grande Alberta Paper de Grande Prairie. Si les deux conditions rattachées à la création d'un moulin à papier sont remplies, soit un évaluation des impacts enironnementaux et une révision du projet par le Bureau de la Conservation des ressources naturelles, la construction pourrait débuter en 1998. La création de ce moulin se traduirait par des milliers d'emplois pour la région.

Jan Brown demeure indépendante... pour l'instant

La député indépendante de Calgary Jan Brown, quia été expulsée du Parti de la réforme en mai dernier, a affirmé cette semaine qu'elle ne rejoindrait les rangs d'aucun autre parti tant que siégerait le Parlement. Elle n'a cependant pas écarté la possibilité d'intégrer un autre parti d'ici les prochaines élections. Madame Brown est activement courtisée par les conservateurs, les libéraux et... les réformistes.

Les Néo-démocrates albertains se préparent

Suite à l'élection de Pam Barret à la tête du NPD albertain, la semaine dernière, le parti a annoncé qu'il concentrerait ses efforts dans 15 circonscriptions où les possibilités de victoire sont bonnes. À Calgary, il s'agit de Bow, East et Mountain View. À Edmonton, on se concentrera sur les circonscriptions de Strathcona, Gold Bar, Calder, Manning, Glengarry, Norwood, Highlands et Centre.

En ce qui a trait aux régions rurales, on parle de Stony Plain, Yellowhead et Vegreville-Viking. Soulignons que le parti affiche un déficit de 70,000 $ et que les ressources, tant financières qu'humaines, sont limitées.

Défense nationale | National Defence

AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DU CAMP SARCEE

Des exercices de tir auront lieu pendant le jour au champ de tir du camp Sarcee jusqu'à nouvel ordre.

Description de la zone dangereuse:

Champ de tir du camp Sarcee

Le champ de tir est une propriété administrée par le MDN, située dans le canton n° 23, rangs 2 et 3, à l'ouest du cinquième méridien, dans la réserve indienne de Sarcee, n° 145, au sud-ouest de la ville de Calgary. Au besoin, il est possible d'obtenir une description détaillée en s'adressant au chef du Génie construction de la BFC Calgary.

MUNITIONS ET OBJETS EXPLOSIFS PERDUS

Les bombes, grenades, obus et autres objets explosifs semblables sont dangereux. Il ne faut pas en ramasser ni en garder en souvenirs. Si vous trouvez ou si vous avez en votre possession tout objet que vous croyez être un explosif, veuillez le signaler à la police locale; on veillera alors à son enlèvement.

Il est formellement interdit de pénétrer dans ce secteur sans autorisation

PAR ORDRE
Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, Canada
17630-77

Canada

Défense nationale | National Defence

PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS RELATIVEMENT À DES SERVICES D'ENTRETIEN ET D'AMÉLIORATION MINEURE DES LOGEMENTS FAMILIAUX À LA BFC EDMONTON

En tant qu'Agence spéciale du ministère de la Défense nationale (MDN), l'Agence de logement des Forces canadienne (ALFC) sera responsables de gérer les logements familiaux du MDN, y compris les services d'entretien et d'amélioration mineure.

Au nom de l'ALFC, Construction de Défense Canada (CDC) lance un appel de déclarations d'intérêt auprès des entrepreneurs locaux pour constater l'admissibilité des candidats à un appel d'offres visant des travaux d'entretien et d'amélioration mineure pour environ 1250 logements familiaux à la BFC Edmonton.Les accords d'offre permanente (AOP) seront attribués aux entreprises retenues aux fins de la prestation de services "au fur et à mesure des besoins" pendant un an, soit le 1er avril 1997 au 31 mars 1998. Les AOPs ne garantiront aucune quantité minimale de travail. Construction de Défense Canada lancera, au nom de l'ALFC, un appel d'offre au début d'octobre 1996. Le travail d'entretien et d'amélioration mineure dépendra de la nature de l'urgence jusqu'à un temps de réponses spécifiés dans les domaines suivantes: appareils ménagers, nettoyage, béton, travaux de charpente, carreaux de céramique et de carrière, plâtre et crépi, travaux d'électricité, réparation des fondations d'air, planchers en bois dur, maçonnerie, pesticides, travaux de plomberie, travaux de peinture, toitures (en bardeaux et de type rapporté), entretien d'arbres, planchers en vinyle et tapis.

Ce marché intéressera surtout les petites entreprises locales. Les compagnies qui se jugent qualifiées à assurer des services d'entretien et d'amélioration mineure, dans l'un ou plusieurs des domaines énumérés ci-dessus, <u>doivent contacter l'ALFC à l'adresse ci-dessous pour obtenir le formulaire d'appel de déclarations d'intérêt.</u>

M. Marco Schoeninger
Agence de logement des Forces canadienne Edmonton
Édifice 185, Parc Lancaster
CP 10500
EDMONTON, AB
T5J 4J5
Tél: (403) 973-4011 local 4895
Télécopieur: (403) 973-4076

Les déclarations d'intérêt doivent être présentées aux bureaux de Construction de Défense Canada, Ottawa, d'ici 15h00 HNE, le lundi 23 septembre 1996. L'adresse de de CDC se trouve sur le formulaire de déclarations d'intérêt.



LE FRANCO 465-6581

CRTC | **AVIS PUBLIC** | Canada

Avis public CRTC 1996-122. À la suite des décisions publiées pour les nouveaux services canadiens de télévision payante et d'émissions spécialisées. Par la présente, le CRTC lance un appel de demandes visant à modifier les listes de services par satellite admissibles. Les observations écrites doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, <u>au plus tard le 4 novembre 1996</u>. Le texte complet de cet avis est disponible en communiquant avec la salle d'examen du CRTC à Hull, au (819) 997-2429; ou au bureau du CRTC à Vancouver (604) 666-2111 ou en consultant la page d'accueil du CRTC: http://www.crtc.gc.ca.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Vous avez des questions concernant l'assurance-emploi?

Pour obtenir de l'information enregistrée en français ou pour parler à un préposé au service à la clientèle francophone, composer le **1-800-808-6352** de n'importe où en Alberta, à l'extérieur de Calgary et d'Edmonton.

Vous pouvez communiquer avec nos préposés, du lundi au vendredi entre **7 h 30 et 15 h 30**, pour obtenir des renseignements sur l'assurance-emploi qui ne sont pas disponibles par le Service de télémessages

Si vous habitez à Calgary ou à Edmonton, les numéros sont :
Edmonton : 495-6806
Calgary : 292-4017



Développement des ressources humaines Canada | Human Resources Development Canada

Des solutions à vos **défis** technologiques

Le Réseau canadien de technologie donne aux entreprises canadiennes innovatrices un accès rapide et personnalisé à l'expertise, aux conseils et à l'information dont elles ont besoin pour relever les défis de nature technologique et commerciale connexes auxquels elles font face.

En Alberta, faites le 1-800-272-9675
ou rejoignez-nous au http://rct.nrc.ca

Canada | RCT LE RÉSEAU CANADIEN DE TECHNOLOGIE

Défense nationale | National Defence

AVIS AU PUBLIC

CHAMP DE TIR DU CAMP WAINWRIGHT

Des exercices de tir auront lieu de jour et de nuit aux champs de tir du camp Wainwright, dans la province de l'Alberta, jusqu'à nouvel ordre.

Les champs de tir sont une propriété administrée par le MDN, sise au sud de la ville de Wainwright, entre les routes principales n°13 et n°14, et intersectée par la route n°41, dans les cantons 42 à 45, rangs 5 à 9, à l'ouest du quatrième méridien, dans la province de l'Alberta. Au besoin, il est possible d'obtenir une description détaillée de la propriété de Wainwright en s'adressant au chef du Génie construction du Détachement des Forces canadiennes de Wainwright (Alberta).

MUNITIONS ET OBJETS EXPLOSIFS PERDUS

Les bombes, grenades, obus et autres objets explosifs semblables sont dangereux. Il ne faut pas en ramasser ni en garder en souvenirs. Si vous trouvez ou si vous avez en votre possession tout objet que vous croyez être un explosif, veuillez le signaler à la police locale; on veillera alors à son enlèvement.

Il est formellement interdit de pénétrer dans ce secteur sans autorisation

PAR ORDRE
Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, Canada
17630-77

Canada

AVIS DE DÉCÈS

LEMIEUX

Est décédée le septembre dernier à Joliette (Qué.) à l'âge de 66 ans, Mme Jeannine Lemieux (née Turcotte).

Elle laisse dans le deuil son époux Jean Lemieux; ses enfants: Lyne Lemieux d'Edmonton, Chantale Lemieux (Janick Choquette) de Saint-Charles Borromée, (Qué.) et Jocelyn Lemieux (Josée Thérien) de Val David (Qué.); sa mère Gilberte Turcotte; six soeurs et deux frères: Claire (Robert Baller), Gilles (Louise) Turcotte, Guy (Denise) Turcotte, Huguette (Hugh) Gorman, Jocelyne Turcotte, Nicole Turcotte et Carole (Robert) Abdallah; cinq petits-enfants: Arnaud, Élianne et Solveig Choquette, Mélanie et Andréanne Lemieux; sa tante Françoise Perreault, sa belle-mère Laurenza Lemieux, trois beaux-frères: Noël (Françoise) Lemieux, Bernard Lemieux et son épouse, Marc Lemieux e; une belle-soeur; Hélène (Edward) Crooke et de nombreux parents et ami.es.

Elle fut précédée dans la Maison du Père par son père, Paul Turcotte et par sa soeur Madeleine.

Enseignante dévouée, amie fidèle elle fut un modèle pour tous ceux qui l'ont côtoyée. Son départ laisse un vide immense chez tous ceux qui l'ont aimée.

DÉCÈS BOUCHARD

Sr Cécile Bouchard (Sr Agnès) des Soeurs de Sainte-Croix est décédée à Montréal le 26 août dernier à l'âge de 99 ans.

Elle a été une enseignante pionnière dans le nord de l'Alberta. De 1930 à 1976, Sr Cécile a enseigné à de nombreux étudiants à Falher, Grande Prairie, Donnelly, Fort Kent, Beaverlodge, Guy et finalement au Collège Saint-Jean à Edmonton. Pendant des derniers vingt ans, elle était retraitée dans sa communauté au Pavillon Saint-Joseph à Ville Saint-Laurent (Qué.).

Elle est enterrée dans le cimetière de sa communauté. Sa mort crée un grand vide auprès des soeurs de sa communauté ainsi que des membres de sa famille.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Sous-sol à louer près de la Faculté St-Jean Entrée indépendante, étudiant/e, non-fumeur, ne doit pas être allergique aux animaux, 300$ par mois. Info: 468-4496 (27-9)

Échange culturel
Recherche famille hôte pour recevoir homme du Mali pour 3 mois, bénéfices 200$/mois. Infos: Louise **435-8568.**

Coop d'habitation **Le quartier du collège** reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP communiquer avec Rose-Marie Tremblay au **469-1116.** (oct 96)

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30, 11h00

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont Saint-Vital
4905 - 50eRue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e rue
3e dimanche du mois
à 12h30

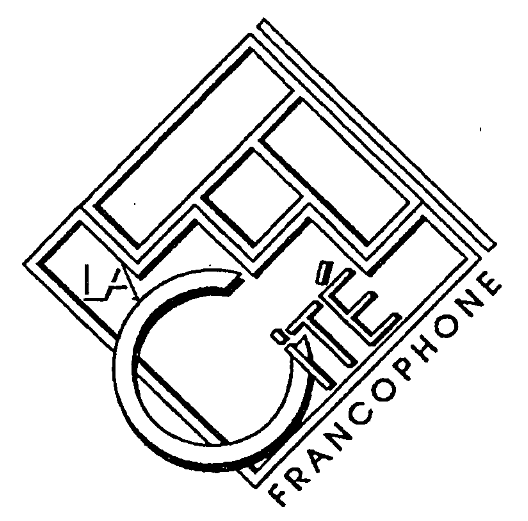
ST-ISIDORE

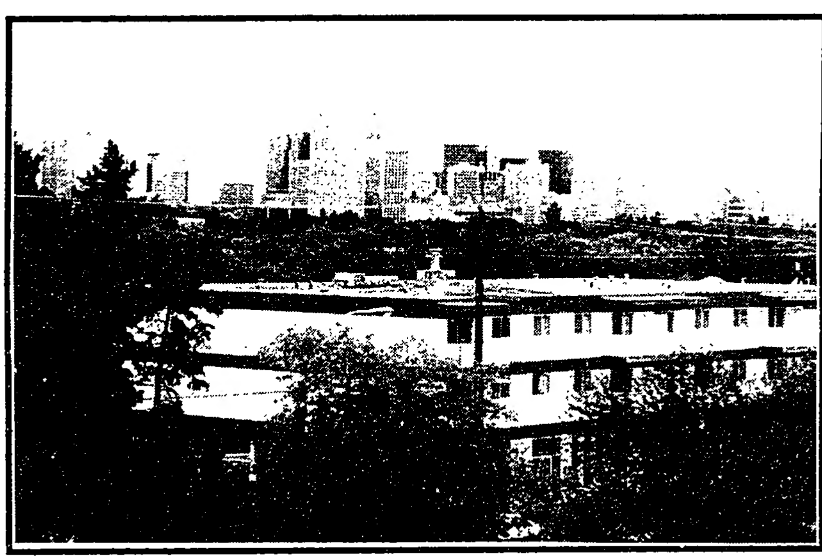
Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

Saint-Paul

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30

Publi-reportage

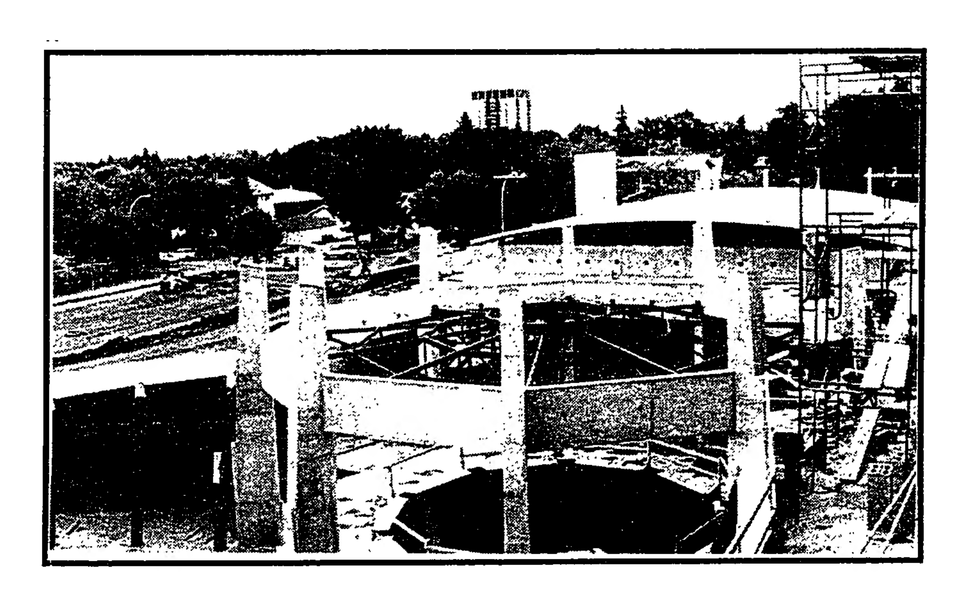




La Cité... 50% des espaces loués!

Les espaces louables à La Cité disparaissent rapidement.

La majorité des organismes communautaires de la région d'Edmonton ainsi que les organismes provinciaux ont déjà signé leur lettre d'intention et planifient leur déménagement à La Cité. Nous sommes en négociation avec plusieurs individus et commerces pour combler un autre 30% des espaces. Nous poursuivons nos discussions avec deux banques pour l'établissement d'une succursale, qui pourrait ouvrir ses portes dès mars 1997. Une proposition est sur la table pour obtenir un restaurant français dans le centre au début de janvier. D'autres services à la communauté possibles: un cabinet de professionnels, un dentiste et/ou un denturologiste ainsi qu'une esthéticienne. Ceux-ci s'ajoutent aux locataires confirmés comme La librairie Le Carrefour et le Service de Bureautique Dynamique Ltée. Une franchise Postes Canada fera aussi partie de ces services. Vous êtes intéressés à ouvrir un dépanneur, un studio de photographe ou tout autre commerce dans le centre? Appelez Jacques au 463-1144 pour en discuter. Le temps est propice pour vous installez chez nous. N'oubliez pas: les portes ouvrent au mois de janvier 1997!





La Cuvée... de La Cité !

À tous les ans, partout au monde, le troisième jeudi du mois de novembre marque un événement historique pour les amateurs de vins. C'est le lancement du Beaujolais nouveau! Ces vins tout jeunes viennent nous stimuler les papilles gustatives. Eh bien, à La Cité cette année, vous pourrez vous aussi déguster ces trésors en compagnie de quelque cent personnes rassemblées pour la même raison!

Pour rendre la dégustation encore plus spéciale, nous lançons « La Cuvée de La Cité », un Beaujolais (pas nouveau) étiqueté pour La Cité! Nous vous invitons donc à vous joindre à nous, **le 21 novembre de 17 h à 21 h dans la salle de spectacle de La Cité**. Voici le moment que vous attendiez pour visiter La Cité avant qu'elle ne soit ouverte!

Les billets sont disponibles aux bureaux de l'ACFA régionale d'Edmonton et de *La Cité francophone*, et auprès des bénévoles de ces deux organismes. Cette activité est une collaboration entre la régionale et La Cité francophone.

A.C.F.A. régionale d'Edmonton: 469-4401
La Cité francophone: 463-1144

Bâtissons ensemble...
La Cité francophone!